

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Tournée républicaine : les ministres oyémois invitent les populations à la mobilisation

E. EBANG MVE  
Oyem/Gabon

EN prélude à l'arrivée du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, dans la province du Woleu-Ntem, dans le

cadre de sa tournée républicaine, les membres du gouvernement originaires du département du Woleu sont allés s'imprégner, le week-end dernier, de l'état d'avancement des préparatifs de cet événement.

Le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, et son collègue chargé des Mines et de la Géologie, Chen Sylvestre Mezui M'Obiang, ont, à cette occasion, eu des échanges francs avec les responsables des sous-commissions mises en place par les autorités locales. Les membres du gouvernement ont invité les uns et les autres à la mobilisation, afin de réserver un accueil exceptionnel au président de la République. "Ne faites pas de tri. Aucun Pdgiste ne doit rater ce rendez-vous. Nous tous, comme un seul homme, nous devons être à l'aéroport Ewot-Mekok pour accueillir le Distingué camarade président", a exhorté le membre du Comité permanent du Bureau politique du PDG, Dr Guy-Patrick Obiang Ndong.

Et d'ajouter : "La mobilisation doit être exceptionnelle. Dans la mesure où le Distingué camarade président attend beaucoup



Photo:DR

Les deux ministres originaires du Woleu (extrême droite) au cours d'une réunion.

d'Oyem. Il sait qu'il a une famille politique forte à Oyem. Voilà pourquoi nous devons relever le défi de la mobilisation, le défi de l'accueil."

Pour sa part, le ministre Chen Sylvestre Mezui M'Obiang a renchéri : "Nous allons nous atteler, avec toutes nos forces, à être présents de la plus belle des manières. Mon souhait est que chacun d'entre nous, à son petit niveau, dans le grand cercle du parti et au niveau

de sa famille, se mobilise pour réserver un accueil inoubliable au président Ali Bongo Ondimba." Les deux membres du gouvernement ont bouclé leur séjour oyémois par la visite des sites devant constituer l'attraction de la délégation présidentielle : le siège de la Caisse de pensions des prestations familiales, la nouvelle École de santé d'Oyem, le siège abritant les services de l'aéroport Ewot-Mekok et de l'Asecna, etc.

### Express

ALI BONGO ONDIMBA À PARIS DEPUIS HIER



Photo:DR

Comme nous l'annoncions dans notre édition de lundi, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a quitté Libreville hier pour Paris (France). Dans la capitale française, le numéro un gabonais prendra part à un Sommet de haut niveau pour un nouveau pacte financier mondial. Des assises qui se tiendront du 22 au 23 juin, à l'initiative de son homologue français, Emmanuel Macron. Cet événement aura pour objectif d'examiner les défis et les questions de changement climatique, de biodiversité et de santé mondiale, entre autres. Il sera également question de réformer le secteur financier multilatéral en vue de parvenir aux Objectifs de développement durable (ODD) et à une économie mondiale décarbonée. Le chef de l'État entend se saisir de l'opportunité qu'offre cette réunion pour réaffirmer l'engagement du Gabon à poursuivre les efforts menés en matière de préservation de ses forêts et de protection de sa biodiversité. Des chefs d'État et de délégation issus de divers continents ainsi que des représentants d'Organisations internationales, d'Institutions financières mondiales, du secteur privé et de la société civile, prendront également part à ce Sommet.

MOUILA/PGCI : COLETTE MOUDOUMA INSTALLE LES STRUCTURES DE BASE



Photo:DR

En berne depuis près de deux ans, les organes du Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), (majorité républicaine et sociale pour l'émergence) ont récemment repris leurs activités à Mouila. En effet, dans le cadre de la redynamisation et la relance des activités du Parti, sa vice-présidente, Colette Moudouma, a procédé, en présence de nombreux militants venus pour les besoins de la cause, au renouvellement des structures de base et à l'installation des responsables provinciaux. C'est une équipe composée d'un président, Serge Mouboly Mikolo ; un vice-président, Denis Mateba ; un secrétaire général et une trésorière ainsi que leurs adjoints respectifs, assistés par huit délégués ; ainsi que des conseillers stratégiques. Occasion pour Collette Moudouma de faire l'historique du PGCI en indiquant que ce parti présidé par Lucchéri Gahila, entend jouer son rôle en tenant compte des droits conventionnels contenus dans la charte de la majorité. L'oratrice a en outre recommandé aux promus un travail de terrain, afin d'occuper l'espace politique.

O' N. & F. N.

## CEEAC : les experts se penchent sur les questions budgétaires

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

LES travaux préparatoires à la 23e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont démarré hier à Libreville.

Durant cette semaine, les différents ministres, ambassadeurs et autres experts se pencheront sur les mécanismes à mettre en œuvre pour relever le défi du financement de la communauté, accélérer le processus d'intégration de la région Afrique centrale et soutenir la mise en œuvre de sa réforme institutionnelle. Outre les questions financières et budgétaires, ces travaux se pencheront également sur la mise en œuvre effective des recommandations des deux précédentes sessions. Si ces travaux s'inscrivent dans



Photo:AN

Les responsables des commissions avec le président de la commission de la CEEAC.

la continuité du processus de réforme institutionnelle, "ces derniers doivent davantage permettre aux experts d'identifier les contraintes qui entravent l'implémentation effective du mécanisme de financement dont les chefs d'États et de gouvernement ont doté la communauté", a précisé Placide Olouba Odounga, Commissaire général à l'Intégration régionale.

De manière spécifique, la présente session ordinaire a pour objectif de faire le point sur l'état de mise en œuvre des décisions des 21e et 22e sessions

ordinaires de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, d'examiner et valider les règlements intérieurs des organes et institutions de la Communauté, les protocoles annexés au Traité révisé de la CEEAC relatifs au Parlement, à la Cour de Justice et à la Cour des comptes de la Communauté et les textes d'application du Règlement financier révisé de la Communauté, relatifs aux règles budgétaires et comptables et à la comptabilité générale et le plan des comptes généraux de l'institution.